



Afghanistan-Pakistan : la guerre ignorée en marge du conflit au Moyen-Orient

Isabelle SAINT-MÉZARD

Isabelle Saint-Mézard
est chercheuse
associée au Centre
Asie de l'Ifri.

Les opinions exprimées dans
ce texte n'engagent que la
responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-1199-3

© Tous droits réservés,
Paris, Ifri, 2026.

Image : © Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Isabelle Saint-Mézard,
« Afghanistan-
Pakistan : la guerre
ignorée en marge du
conflit au Moyen-
Orient », *Lettre du
Centre Asie*, n° 116,
Ifri, 31 mars 2026.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél.: (0)1 40 61 60 00
E-mail: accueil@ifri.org
www.ifri.org

Alors que le Pakistan était historiquement le pays le plus proche du mouvement taliban et qu'il attendait beaucoup de son retour au pouvoir en Afghanistan à l'été 2021, les deux voisins sont pris dans une logique d'escalade depuis l'automne. En octobre 2025, le Pakistan lance pour la première fois des frappes aériennes sur Kaboul. En février-mars 2026 : pendant trois semaines, l'Afghanistan multiplie les assauts terrestres du côté pakistanais de la frontière ainsi que les attaques de drones sur Islamabad et Rawalpindi. Le Pakistan, de son côté, multiplie les frappes aériennes sur les zones frontalières afghanes, ainsi que sur Kaboul et Kandahar. Au vu des dynamiques à l'œuvre aux échelles bilatérale et régionale, les perspectives d'un retour au calme durable paraissent limitées.

Le Tehrik-i-Taliban Pakistan (TTP) au cœur du conflit

L'intensification des attaques terroristes du Tehrik-i-Taliban Pakistan (TTP) – mouvement opposé au gouvernement d'Islamabad – sur le territoire pakistanais constitue sans nul doute le premier facteur expliquant l'aggravation des tensions entre Islamabad et le régime taliban. Le TTP est un groupe terroriste qui rassemble des Pachtounes pakistanais originaires des zones tribales et historiquement proches des talibans afghans. Outre les liens ethniques, leur proximité avec les talibans afghans est idéologique et transparaît dans leur interprétation rigoriste de l'islam (école déobandi), avec néanmoins une plus grande perméabilité au djihadisme

international incarné par Al-Qaïda et l'État islamique. L'objectif du TTP est d'instaurer un émirat islamique au Pakistan sur le modèle du régime taliban afghan.

Le TTP a multiplié les attentats meurtriers au Pakistan, notamment entre 2008 et 2011, et en 2014. Le groupe a néanmoins fini par perdre du terrain face aux opérations antiterroristes de l'armée pakistanaise et aux campagnes états-uniennes de frappes de drones, lesquelles ont éliminé ses trois chefs successifs (Baitullah Mehsud en 2009, Hakimullah Mehsud en 2013 et Mullah Fazlullah en 2018). Durant la seconde moitié des années 2010, de nombreux membres du TTP se sont repliés en Afghanistan, où ils ont trouvé refuge auprès des talibans et ont même combattu à leurs côtés contre les forces de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

Environnement régional du Pakistan et de l'Afghanistan



© A. Lamothe/Ifri, 2026.

Dans les mois qui ont suivi le retour des talibans au pouvoir en Afghanistan, le TTP a réitéré ses attaques contre le Pakistan. Plusieurs centaines de combattants du TTP sont en effet sortis des prisons afghanes à l'été 2021 et sont revenus grossir les rangs du groupe qui, par ailleurs, a gagné en cohérence organisationnelle sous la houlette de son nouveau chef, Noor Wali Mehsud. Le Pakistan, de

son côté, a d'abord misé sur son affinité historique avec les talibans et leur a demandé de l'aider à gérer la résurgence du TTP. En 2022, le gouvernement du Premier ministre Imran Khan a ainsi entamé des négociations avec le TTP, avec la médiation de l'Afghanistan. Celle-ci a cependant échoué fin 2022 et, à mesure que le TTP a intensifié ses attaques, Islamabad s'est retourné contre le régime taliban en l'accusant de protéger le groupe et même de faciliter ses incursions transfrontalières. En 2025, plus de 660 militaires et paramilitaires pakistanais, ainsi que 580 civils, ont été tués dans des attaques pour la plupart attribuées au TTP.

La pression pakistanaise sur Kaboul

Faute de coopération, le Pakistan entend désormais contraindre Kaboul à combattre le TTP sur son territoire et multiplie les leviers de pression pour ce faire. Islamabad s'en est pris aux réfugiés afghans au Pakistan, estimés à plus de 4 millions, et a déporté près d'un million d'entre eux vers l'Afghanistan. Il a aussi fermé la frontière et ainsi privé l'Afghanistan de ses principales voies de transit avec le monde extérieur. Ces mesures se sont accompagnées d'une montée des violences autour de la frontière, avec des échanges de tirs d'artillerie lourde, puis d'une escalade au domaine aérien, l'armée de l'Air pakistanaise frappant les camps d'entraînement du TTP mais aussi des unités de l'armée talibane à partir de février 2026. Le 27 février 2026, le ministre pakistanais de la Défense a déclaré « une guerre ouverte avec l'Afghanistan ».

Les talibans afghans ne se sont pourtant pas retournés contre les combattants du TTP. Non seulement ils les considèrent comme des frères de sang et d'arme, mais ils les voient en plus comme un utile levier de pression dans leur rapport très asymétrique avec le Pakistan. Par ailleurs, ils craignent qu'en s'attaquant aux membres du TTP, ils ne les poussent vers l'État islamique au Khorasan (EIK), leur grand rival. Les talibans s'opposent en effet aux ambitions globales de l'EIK, qu'ils ont farouchement combattu. Historiquement, ce sont les défections de combattants du TTP qui ont conduit à la formation de l'EIK en 2014-2015 dans l'est de l'Afghanistan. Ces divers facteurs suggèrent que les talibans ne céderont pas – ou peu – aux pressions

pakistanaïses et que les tensions bilatérales se prolongeront avec leur lot de violences meurtrières.

Intermédiation et opportunisme des grands acteurs régionaux

À la suite des frappes aériennes pakistanaïses d'octobre 2025, le Qatar et la Turquie ont incité le Pakistan et les talibans à négocier un cessez-le-feu, qui a rapidement été violé. L'Arabie saoudite s'est jointe aux efforts, mais les négociations sont tombées dans l'ornière fin novembre 2025. Après le pic de violence de février-mars 2026, les trois États ont néanmoins obtenu de Kaboul et d'Islamabad une trêve de cinq jours à l'occasion des célébrations de la fin du Ramadan.

La Chine tente, elle aussi, une médiation discrète depuis 2025, sans plus de résultat. Elle maintiendra probablement ses efforts, car elle s'inquiète d'une déstabilisation de la zone « Af-Pak », frontalière avec la région chinoise du Xinjiang, historiquement poreuse aux idéologies djihadistes, et redoute de voir l'Afghanistan redevenir une base arrière pour des groupes terroristes qui lui seraient hostiles.

L'Inde, elle, ne tente aucune médiation, sa relation avec le Pakistan étant au plus bas depuis leur conflit armé de quatre jours en mai 2025. Alors que Delhi a toujours eu une vision très négative des talibans, le gouvernement indien a néanmoins engagé un étonnant rapprochement avec eux afin de regagner en influence en Afghanistan. Signe du chemin parcouru en ce sens, l'Inde a accueilli en octobre 2025 une importante délégation talibane dirigée par le ministre afghan des Affaires étrangères, Amir Muttaqi, et a annoncé à cette occasion la réouverture de son ambassade à Kaboul et un renforcement de son aide financière et humanitaire. Rien ne saurait plus inquiéter le Pakistan que la perspective d'un alignement entre l'Inde et l'Afghanistan, c'est-à-dire de deux voisins avec lesquels il a des conflits frontaliers irrésolus. Du point de vue des autorités pakistanaïses, toute influence indienne en Afghanistan relève d'une volonté de « prise en tenaille » de leur pays et doit donc être impérativement combattue.

Quant à l'administration Trump, elle a globalement soutenu la campagne militaire du Pakistan contre l'Afghanistan, au nom du

« droit à se défendre ». Ce soutien s'inscrit dans le rapprochement que Washington et Islamabad ont entamé en mai 2025, et qui ulcère New Delhi. Fort de la relative bienveillance de l'administration Trump, le Pakistan a pu se sentir libre de durcir ses frappes contre l'Afghanistan à partir de février 2026.

La guerre au Moyen-Orient : une aggravation des risques pour l'Afghanistan et le Pakistan

La guerre au Moyen-Orient présente plusieurs défis pour le Pakistan et l'Afghanistan. Côté pakistanais, elle entrave les approvisionnements en hydrocarbures et accroît les difficultés économiques. Côté afghan, son impact est surtout d'ordre humanitaire. Pour pallier la fermeture de la frontière pakistanaise, Kaboul s'est réorienté vers l'Iran, qui est devenu son premier partenaire commercial en 2025. Mais les voies d'accès aux ports de Bandar Abbas et de Chabahar sont désormais si incertaines que l'Afghanistan peine à effectuer ses importations les plus essentielles. De surcroît, la guerre a repoussé vers leur pays d'origine des milliers d'Afghans réfugiés en Iran, ce qui accroît d'autant la précarité de la sécurité alimentaire dans le pays.

À ce stade, la déstabilisation prolongée de l'Iran pourrait fragiliser plus encore la situation sécuritaire dans les zones frontalières de ce pays avec l'Afghanistan et le Pakistan, notamment en facilitant les activités de multiples groupes insurgés et terroristes. Par ailleurs, elle pourrait se répercuter au sein de l'importante minorité chiite du Pakistan (15 % de la population) et créer des tensions avec la majorité sunnite. Enfin, le Pakistan pourrait subir des pressions pour intervenir dans la guerre en vertu de l'Accord de défense mutuelle stratégique qu'il a signé avec l'Arabie saoudite en septembre 2025. Or, Islamabad ne veut pas être entraîné dans une guerre qui le mettrait en porte-à-faux avec son voisin iranien. À défaut, le Pakistan a habilement proposé de faciliter des négociations entre l'Iran et les États-Unis. Si son rôle de médiateur devait se confirmer, le Pakistan pourrait maintenir des liens fonctionnels avec Téhéran et Ryad, confirmer son utilité stratégique pour les États-Unis et gagner en marge de manœuvre dans sa propre guerre contre l'Afghanistan.